

AUDECA Fabre Noutary & Associés

FONDS DE DOTATION ASRIR 2 DEVELOPPEMENT

6 bis rue du Village
64320 - ARESSY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

Ce rapport contient 6 pages en dehors des comptes annuels annexés
soumis au visa du commissaire aux comptes



183 cours du Médoc
BP 10125
33041 Bordeaux Cedex
T. +33 (0)5 57 81 02 60

35 rue J. J. Rousseau
33340 Lesparre
T. +33 (0)5 56 41 69 48

76 avenue du Mal Foch
Bat A1-0004
40130 Capbreton
T. +33 (0)5 58 43 98 58

FONDS DE DOTATION ASRIR 2 DEVELOPPEMENT

6 rue du Village – 64320 ARESSY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION ASRIR 2 DEVELOPPEMENT relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Le présent rapport est établi en remplacement de notre rapport devenu nul à la suite du rejet des comptes par le Conseil d'Administration d'approbation des comptes en date du 11 février 2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



183 cours du Médoc - BP 10125 – 33041 BORDEAUX Cedex / Téléphone : 05 57 81 02 60 / Télécopie : 05 57 81 02 70

SARL AU CAPITAL DE 270 600 € / SIRET 402 893 309 00052 / NAF 6920Z

AUDECA Fabre Noutary & Associés, société inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Grande Aquitaine

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53-9 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'actif du FONDS DE DOTATION ASRIR 2 DEVELOPPEMENT est constitué de 1 777 327 € d'autres titres immobilisés dépréciés à hauteur de 797 899 euros dont le détail de la dépréciation par titre est donné dans la note « 3.1.2 Dépréciations de l'actif immobilisé ».

La note « Immobilisations financières » de l'annexe, expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations financières.

Nos travaux ont consisté à examiner, sur la base des éléments qui nous ont été communiqués, les procédures de détermination des estimations relatives à une éventuelle dépréciation des titres à la clôture de l'exercice, ainsi qu'à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau exécutif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel



applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



183 cours du Médoc - BP 10125 – 33041 BORDEAUX Cedex / Téléphone : 05 57 81 02 60 / Télécopie : 05 57 81 02 70

SARL AU CAPITAL DE 270 600 € / SIRET 402 893 309 00052 / NAF 6920Z

AUDECA Fabre Noutary & Associés, société inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Grande Aquitaine

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, date de la signature électronique

Pour **AUDECA FABRE NOUTARY & ASSOCIES**
Commissaire aux comptes

Signé numériquement par
Nitro S...
Nitro S...
p...
Date : 26/03/2025 13:59:49

Signé manuellement
le 26 03 2025
par le CAC

Stéphan KONTOWICZ
Associé, gérant



183 cours du Médoc - BP 10125 - 33041 BORDEAUX Cedex / Téléphone : 05 57 81 02 60 / Télécopie : 05 57 81 02 70

SARL AU CAPITAL DE 270 600 € / SIRET 402 893 309 00052 / NAF 6920Z

AUDECA Fabre Noutary & Associés, société inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Grande Aquitaine

Actif		Au 30/09/2024			Au 30/09/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out. industriels				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif immobilisé	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	1 145 122	571 814	573 308	481 295
	Prêts	60 205	60 205		
	Autres	572 000	165 880	406 120	572 000
	TOTAL	1 777 327	797 899	979 428	1 053 295
Total I		1 777 327	797 899	979 428	1 053 295
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres				9 334
	TOTAL				9 334
Actif circulant	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	235 989		235 989	235 989
	Instruments de trésorerie	90 300		90 300	90 300
	Disponibilités	127 687		127 687	175 211
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	2 700		2 700	2 700
Total II		456 676		456 676	513 534
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		2 234 003	797 899	1 436 104	1 566 829
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 30/09/2024	Au 30/09/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	-984 941	-918 112
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-158 852	-66 828
	Situation nette (sous-total)	-1 143 793	-984 941
	Fonds propres consommables	2 537 000	2 537 000
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		1 393 206	1 552 058
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 946	12 994
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 353	1 776
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	23 598	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		42 898	14 770
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 436 104	1 566 829
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/10/2023 Au 30/09/2024 12 mois	Du 01/10/2022 Au 30/09/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 264	873
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5	180
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	7 270	1 054
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	68 105	53 086
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	13	21
	Salaires et traitements	28 842	17 261
	Charges sociales	5 387	4 240
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	142	4
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	102 491	74 614
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-95 221	-73 559

		Du 01/10/2023 Au 30/09/2024 12 mois	Du 01/10/2022 Au 30/09/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 131 92 013	17 818
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	104 144	17 818
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	165 880	9 758
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	165 880	9 758
2. Résultat financier (III-IV)		-61 735	8 060
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-156 957	-65 499
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		200
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		200
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			-200
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 895	1 129
Total des produits (I + III + V)		111 414	18 873
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		270 266	85 702
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-158 852	-66 828
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



1 Désignation de l'association

FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2024, dont le total bilan est de 1.436.105 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 158.852 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 octobre 2023 au 30 septembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés par le Bureau exécutif le 24 mars 2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, sont décrits :

- **L'objet social de l'entité :**

Le FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT a pour objet de :

Promouvoir, développer et soutenir :

- o D'abord, l'Association pour la Sauvegarde et la Réadaptation des patients chroniques et Insuffisants Rénaux (ASRIR),
- o Puis, toutes actions et solutions pour le développement et la promotion de matériaux de construction écologiques et innovants et d'équipements éco-modernes, favorisant l'amélioration des conditions de vie environnementales et sanitaires des personnes et permettant la réalisation d'un habitat sain et durable.

- **La description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :**

Le FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT dispose de la capacité juridique pour recevoir et gérer en les capitalisant, des biens meubles ou immeubles et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable.

- **La description des moyens mis en œuvre :**

Pour l'accomplissement de son objet, le FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT procède :

- o au placement de ses actifs dans le respect des textes en vigueur sur la nature des supports (article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale),
- o à la redistribution des revenus de la capitalisation,
- o à l'embauche et à la gestion du personnel nécessaire pour assumer ses missions,
- o à l'appel à toute prestation de services et de tous moyens matériels, humains ou financiers,
- o et tout autre moyen rendu nécessaire pour le bon accomplissement de ses missions.



2 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Règles générales :

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.



3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Immobilisations corporelles et incorporelles

Aucune immobilisation corporelle ou incorporelle.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	-	-	-	-	-
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	1 145 122	-	-	-	1 145 122
	Prêts et autres immo. financières	632 205	-	-	-	632 205
	Total IV	1 777 327	-	-	-	1 777 327
Total général		1 777 327	-	-	-	1 777 327



3.1.2 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	724 032	165 880	92 013	797 899
TOTAL	724 032	165 880	92 013	797 899

Dépréciation des Immobilisations financières à hauteur de :

- 213.827 euros sur Titres FRANCE SOIR GROUPE (ex Mutualize - Cards' Off)
- 74.840 euros sur Titres PIERRES INVESTISSEMENTS (ex M&F sté ICBS- SCS Pythagoreimmag)
- 283.147 euros sur Titres PIERRES INVESTISSEMENTS (ex M&F sté ICBS- SCS Magdeveloppement)
- 60.205 euros sur totalité des Prêts ECO-WALL n°1 à 5
- 165.880 euros sur Participation Thomas LLYOD.



3.1.3 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

3.1.3.1 Immobilisations financières

Parts sociales CRCA :

Le placement est égal à 10 euros de parts sociales souscrites à 1 euro, à l'ouverture du compte le 30 novembre 2016 auprès du CRCA.

Titres FRANCE SOIR GROUPE (ex Mutualize Corporation – Cards' Off) :

Aucun mouvement n'est intervenu sur ce placement au cours de l'exercice.

La valeur globale d'achat du portefeuille à la clôture est de 213.827 euros pour 1.951.680 actions, soit 0,11 euros de valeur moyenne par action.

La valorisation estimée à la clôture 30 septembre 2024 reste de 0 euros par action, comme à la fin de l'exercice précédent.

En conséquence, la provision pour dépréciation déjà constituée à la fin de l'exercice précédent est maintenue à hauteur de 213.827 euros.

Titres société VAZIVA (ID DISTRIBUTION)

Aucun mouvement n'est intervenu au cours de l'exercice.

Le portefeuille est composé de 7.895 actions VAZIVA à 19 euros acquises au cours de l'exercice 30 septembre 2022, soit une valorisation globale pour 150.005 euros.

L'objet social de la société SA VAZIVA, immatriculée sous le numéro SIREN 817 609 266, comporte la gestion d'œuvres sociales et le développement des activités de loisirs des entreprises et comités, dans le domaine des avantages en nature par tout moyen informatique, monétique, cartes cadeaux ou de fidélisation.

La cotation connue du titre à la clôture 30 septembre 2024 est de 38,80 euros par action.

En conséquence, la valorisation étant supérieure à la valeur d'achat, aucune dépréciation n'est constatée.

Participation VERIFORT XI (ex Fairvesta Mercatus – Allemagne) :

Aucun mouvement n'est intervenu sur l'exercice.

Le portefeuille comprend toujours le placement initial de 2014 soit 200.000 euros et la valeur de clôture est estimée égale à la valeur d'achat.

Les intérêts encaissés jusqu'en septembre 2024 comptabilisés en revenus financiers de l'exercice s'élèvent à 6.280 euros, le taux de rémunération de 6.50% a été abaissé à 2% sur les 9 derniers mois.

Ces derniers ne sont pas imposables en France car ils relèvent selon convention, d'une fiscalité en Allemagne.



Titres PIERRES INVESTISSEMENTS (ex société Marne & Finances ayant pour filiales ICBS– SCS Pythagoreimmag et ICBS–SCS Magdeveloppement) :

Aucun mouvement n'est intervenu au cours de l'exercice sur le portefeuille restant des parts sociales initialement souscrites. Soit un portefeuille d'une valeur de 450.000 euros, composé de :

- 74.900 euros de la SCS PYTHAGOREIMMAG
- 375.100 euros de la SCS MAGDEVELOPPEMENT.

Il est rappelé que ces actions proviennent de la fusion-absorption des sociétés ICBS- SCS PYTHAGOREIMMAG et SCS MAGDEVELOPPEMENT, filiales du groupe Marne & Finances, close en septembre 2022 et qui, selon les parités d'échanges du protocole, a attribué au FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT un global de 50.516 d'actions PIERRES INVESTISSEMENTS (quantité attestée par la banque CIC en charge du portefeuille).

Cependant, cette société n'a pas repris les garanties en capital que détenait le FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT sur les deux placements de Marne & Finances.

Aussi, une provision pour dépréciation à hauteur de 100% des titres de chacune de ces deux sociétés avait été comptabilisée à la clôture 30 septembre 2022, soit pour un total de 450.000 euros sur ce placement global détenu des actions de la société PIERRES INVESTISSEMENTS.

Cette provision antérieurement constituée a été ramenée à 357.987 euros à la clôture de l'exercice 30 septembre 2024, par constatation d'une reprise de provision financière de 92.013 euros, déterminée à partir de la valeur des comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2023 approuvée par son assemblée générale ordinaire du 7 mai 2024.

En conséquence, les deux provisions pour dépréciation figurent respectivement dans les comptes à la clôture de l'exercice 30 septembre 2024 à hauteur de :

- 74.840 euros de la société SCS Pythagoreimmag,
- 283.147 euros de la société SCS Magdeveloppement.

A ce jour, une action juridique est toujours en cours par le cabinet d'avocats DELSOL mais toutes les demandes intentées précédemment avaient été rejetées.

Titres VITALITY IMMOBILIER (ex Sté VIAGEFI 5 Limited) :

La société VITALITY IMMOBILIER a été créée afin de relocaliser en France, toutes les sociétés anglaises de VIAGEFI (Viagefi 1-2-3-4-5-6 Limited), où cette dernière possédait des actifs immobiliers en viager.

Le FDD AVENIR a accepté l'offre datée du 17 janvier 2023 de VITALITY IMMOBILIER, d'échange de son portefeuille d'actions de la société VIAGEFI 5 Limited, composé de 120 actions achetées le 29 juin 2017 de gré à gré à la SAS Mercerie RASCOL à une valeur unitaire de 1.094 euros, soit pour un montant de 131.280 euros.

Actions souscrites dans un fonds fermé anglo-français de petite capitalisation investi en immobilier d'habitation (durée statutaire de 15 ans).

Le procès-verbal des décisions unanimes des associés en date du 31 mai 2024 a entériné l'apport des actions des sociétés VIAGEFI 5 à la société VITALITY IMMOBILIER.

En contrepartie de l'apport des 120 actions VIAGEFI 5, le FDD 2 DEVELOPPEMENT a reçu 7.440 actions ordinaires de VITALITY IMMOBILIER.

La valeur de ces actions détenues reste contre garantie à hauteur de 100.000 euros, par la reconnaissance de dette et affectations hypothécaires de biens immobiliers donnée en garantie pour la somme globale de 1.000.000 euros, par les sociétés VIAGEFI 5 Limited et VIAGEFI 6 Limited, selon deux actes notariés signés le 28 février 2020.

Aussi, ce placement garanti ne fait pas l'objet d'une provision pour dépréciation.

Prêts sur projet 2 ECO WALL TECH de la société AAC Phil Tech :

Aucun mouvement n'est intervenu sur l'exercice sur ces prêts.

Prêts qui s'inscrivent dans le cadre du projet de fabrication et commercialisation du mur 2 Eco-Wall aux Philippines et dans le monde par un entrepreneur français M. François SCHMITT, à partir d'une nouvelle technologie de construction en béton cellulaire (Autoclaved Aerated Concrete– AAC) de murs écologiques avec des matériaux recyclés.

- Le prêt N°1 signé le 13 mars 2019 avait été accordé à hauteur de 38.200 euros pour une durée de 4 ans, avec remboursement d'un capital mensuel de 795 € et, versement prévu d'intérêts annuels au 31 décembre au taux nominal de 10% l'an, calculés à compter du 1er mai 2019.
Cependant, le total des trois versements effectués en 2019 au titre de ce prêt, avait été limité à 38.000 euros et seul un remboursement de 795 euros a été obtenu le 5 novembre 2019. Le solde de ce prêt s'élève donc toujours à **37.205 euros**.
Ce dernier est garanti par nantissement de matériels de production pour 33.200 euros et caution personnelle du dirigeant.
- Le prêt N°2 de 20.000 euros avait été accordé le 23 octobre 2019 à cette société. Cependant, les deux versements effectués en 2019 représentaient seulement un total de **19.000 euros**.
- Trois autres prêts N°3-4-5, représentant une somme totale de **4.000 euros**, avaient été accordés au cours de l'exercice 30 septembre 2020, respectivement pour :
 - N°3 : 600 euros signé le 15 avril 2020 pour financement de l'activité de gardiennage de la fabrique, compte tenu Covid-19 ;
 - N°4 : 2.500 euros signé le 20 juillet 2020 pour lancement d'une activité de fumerie de viande sur site, permettant de dégager des revenus qui financeront en partie les charges du projet initial ;
 - N°5 : 900 euros signé le 3 septembre 2020 pour financement de l'achat d'une climatisation permettant la mise en activité d'une cuisine industrielle pour grand public.

Le remboursement (capital et intérêts) des prêts 2-3-4-5 n'est prévu qu'au terme du remboursement du prêt initial, au taux de 10%. Ces prêts sont garantis par caution personnelle du dirigeant M. François SCHMITT et mise en garantie d'un bien immobilier.

Au 30 septembre 2024, la provision pour dépréciation déjà constituée à hauteur de la totalité des prêts souscrits, soit pour un global de 60.205 euros, a été maintenue.

En effet, le risque de non-remboursement reste estimé très élevé et la possibilité de mise en œuvre des garanties peu probable.

Participation Thomas LLYOD CT19D (Allemagne) :

Le portefeuille comprend toujours la souscription du 23 mars 2017, d'une participation en commandite indirecte par apport nominal de 572.000 euros dans la société allemande Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co.KG, qui gère un portefeuille diversifié de projets d'infrastructures dans le domaine des énergies renouvelables (entreprises Cleantech).

Les frais de transaction pour 5% soit 28 600 euros, avaient été comptabilisés en charges du premier exercice.

La société avait indiqué qu'elle utiliserait sa possibilité de modulation des avances sur dividendes, dans la mesure où l'ensemble de ses activités avaient été très fortement



impactées par la crise sanitaire Covid-19, pour lui permettre de concentrer en premier lieu les capitaux disponibles à la continuité de l'activité.

Les derniers dividendes versés en décembre 2021 sur l'exercice précédent, étaient au titre de l'acompte de juillet 2020.

L'information aux associés communiquée par mail par la société le 16 décembre 2022, indiquait que la société comptait reprendre ses distributions régulières à partir de janvier 2023 (paiement en avril 2023) et pensait même pouvoir ensuite, allouer des distributions exceptionnelles trimestrielles au cours de l'année 2023. Sa situation économique devant s'améliorer, en particulier par suite de la vente fin décembre 2022, de centrales d'énergie renouvelable opérationnelles.

Cependant, aucun versement de dividendes n'est encore intervenu au cours de l'exercice.

Selon information communiquée par l'avocat missionné, la dépréciation des comptes exercice 2023 de la société Thomas LLYOD est estimée à 29%, du fait de la situation financière dégradée de sa filiale CTI 9.

Aussi à la clôture des comptes 30 septembre 2024, il a été jugé prudent de comptabiliser, une dotation aux provisions pour dépréciation financière à hauteur de 165.880 euros (29%).



3.2 Actif circulant

3.2.1 Instruments de trésorerie :

Les instruments de trésorerie sont valorisés à la valeur brute d'achat.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Jetons VAZIVA- UTILITY TOKENS :

Le FDD ASRIR 2DEVELOPPEMENT avait signé en date du 16 février 2022, dans le cadre d'un placement privé, un contrat d'émission de jetons VAZIVA- UTILITY TOKENS avec la société SAS ID-VAZIVA au capital de 932.000 euros, ayant son siège social 103 rue du Cherche Midi -75006 PARIS et immatriculée sous le N°SIREN 539 244 186.

- pour 258 jetons tokens à 350 euros, soit 90.300 euros,

La société VAZIVA est une marque de services financiers proposant une solution propriétaire de gestion de cartes de paiement, de cartes cadeaux et dotations dématérialisées, notamment à travers un parc de paiement Mastercard managées.

Il est à souligner que la société VAZIVA a confié à la société STRATOS SARL au capital de 25.012.394,68 d'euros, domiciliée 33 Allée Scheffer L-2520 au LUXEMBOURG, l'émission de Jetons VAZIVA- UTILITY TOKENS, constitutifs d'un stock de monnaie électronique. Cette société à travers sa plateforme Wezee.io est spécialisée dans l'émission d'actifs cryptographiques.

Ce placement a été retenu par le fond de dotation car « s'inscrivant dans l'économie sociale et répondant aux exigences de bonne gouvernance pour les associations ».

Les contrats de la société VAZIVA concernent donc l'émission de jetons VAZIVA-UTILITY TOKENS pour un montant global d'une réserve constituée de 30 millions d'euros, et qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Prix d'émission : qui varie en fonction du choix de la durée de détention du jeton, soit 311 euros, 324 euros, 332 euros et 350 euros,
- Libération : intégrale à la souscription,
- Jouissance : date d'encaissement de la souscription,
- Liquidité : le jeton est défini comme ayant la particularité d'être liquide, étant achetable et vendable instantanément et à tout moment sur une plateforme et, pouvant être échangé de pair-à-pair sans le consentement d'un tiers (banque, organisme régulateur). De plus, il est infalsifiable et unique.
- Engagement de rachat par la société STRATOS SARL à partir de 1 an de la valeur d'émission,
- Délai de règlement : le règlement s'effectue dans un délai de 30 jours,
- La présente opération s'adresse à des investisseurs individuels capables d'en apprécier les risques.

Pour les revenus des jetons, le FDD ASRIR 2DEVELOPPEMENT a opté pour un engagement selon l'option D, à savoir sur 4 ans avec rémunération commerciale au taux de 6% par an.

En conséquence, l'investisseur peut exercer une option de vente à compter du 48ème mois sans limite de temps.



Le montant des revenus perçus le 6 mars 2024 pour 5.604 euros figure en produits financiers de l'exercice au 30 septembre 2024 et a été soumis à l'impôt société à 24%.

Remarque :

Ces contrats s'adressant aux investisseurs avertis, les contrats souscrits décrivent dans le détail dans leur partie « Avertissement », l'ensemble des risques opérationnels, humains, financiers, liés à la gouvernance, juridiques et d'illiquidité.

La valeur d'investissement d'un Utility - token est un placement financier exposé aux risques de financiers liés à l'activité des chèques cadeaux adossées au système de paiement de Mastercard.

Les contrats souscrits sont assortis d'une :

- **D'une garantie en capital**, couverte par l'activité commerciale de la société ID Distribution associée à l'exploitation du programme de cartes MasterCard via la société VAZIVA SA, et le risque réel ne porte que sur la plus-value potentielle, sous réserve de la capacité financière de l'émetteur
- D'une garantie de rachat

A la clôture 30 septembre 2024, la valorisation indiquée sur la plateforme d'échange de 362 euros est supérieure à la valeur d'achat, aussi, ce placement ne fait pas l'objet d'une provision pour dépréciation.

3.2.2 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Fournisseurs- charges constatées d'avance	2 700
TOTAL	2 700



3.3 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et, appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel sur celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.



3.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	-	-	-	-		-		-
Report à nouveau	-918 113	-66 829	-	-		-		-984 942
Excédent ou déficit de l'exercice	-66 829	66 829	-	-	-	-158 852	-	-158 852
Dotations consommables	2 537 000	-	-	-	-	-	-	2 537 000
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	1 552 058	0	-	-	-	-158 852		1 393 206

L'association ASRIR, en tant que membre fondateur du FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT a versé, à titre de dotation en capital, la somme totale de 2.537.000 euros :

- Soit 446.000 euros sur l'exercice 31.12.2012,
- Soit 60.000 euros sur l'exercice 31.12.2013,
- Soit 505.000 euros sur l'exercice 31.12.2014,
- Soit 921.000 euros sur l'exercice 31.12.2016,
- Soit 605.000 euros sur l'exercice 30.09.2017,
- Néant depuis l'exercice 30.09.2018

La consomptibilité de cette dotation en capital étant autorisée par les statuts.



3.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	60 205		60 205
	Autres	572 000		572 000
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	-		
Charges constatées d'avance		2 700	2 700	
TOTAL		634 905	2 700	632 205

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

Charges à payer	Montant
Fournisseurs- Factures non parvenues	5.780
TOTAL	5.780



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		16 947	16 947		
Dettes fiscales et sociales		2 354	2 354		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		23 598	23 598		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		42 899	42.899		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					

Le poste Autres Dettes, représente le solde à rembourser pour 23.598 euros au FDD ASRIR AVENIR, correspondant à l'opération suivante en cours à la clôture de l'exercice :

Procédure juridique sur placements Marne & Finances :

Depuis l'exercice précédent, le cabinet DELSOL avocats, a la charge du traitement de la procédure juridique conjointe concernant les placements des sociétés filiales de Marne & Finances portés à la fois par le FDD ASRIR 2DEVELOPPEMENT et le FDD ASRIR AVENIR.

Aussi chaque exercice, l'ensemble des honoraires et frais divers engagés, sont répartis entre les deux FDD au prorata de la valeur de leur portefeuille respectif.

A la clôture 30 septembre 2024, le montant cumulé de la quote-part à rembourser revenant au FDD ASRIR 2 DEVELOPPEMENT s'établit à 23.598 euros.



3.5 Charges et produits d'exploitation et financiers

3.5.1 Résultat financier

Résultat financier	30/09/2024	30/09/2023
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 131	17 818
Reprises sur provisions dépréciation PIERRES INVESTISSEMENTS	92 013	
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	104 144	17 818
Dotations financières aux amortissements et provisions	165 880	9 758
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	165 880	9 758
Résultat financier	-61 736	8 060

3.5.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	Cabinct AUDECA
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3.600
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	3.600



4 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

4.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Engagements assortis de sûretés réelles :		160 205
- Prêt n°1 ECO WALL : nantissement matériel production micro usine et caution personnelle de F. SCHMITT		37 205
- Prêt n°2 ECO-WALL : mise en garantie bien immobilier et caution personnelle de F. SCHMITT		19 000
- Prêt n°3-4-5 ECO-WALL : mise en garantie bien immobilier et caution personnelle de F. SCHMITT		4 000
- VIAGEFI 5 Limited : Reconnaissance de dette et Affectation hypothécaire de bien signées par acte notarié le 28-02-2020 reprises par société VITALITY IMMOBILIER		100 000
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Avals dont :		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		



4.2 Engagements reçus assortis de sûretés réelles

Précision sur les Titres PIERRES INVESTISSEMENTS (ex sté VIAGEFI 5 Limited) :

C'est le FDD ASRIR AVENIR qui a obtenu des sociétés VIAGEFI 5 et VIAGEFI 6 Limited, par deux actes notariés en date du 28 février 2020, pour une somme globale de 1.000.000 d'euros, recouvrant à la fois :

Les reconnaissances de dettes suivantes :

- a) La reconnaissance de dette pour 500.000 euros par VIAGEFI 6 Limited (garantie par VIAGEFI 5 Limited) portant sur les titres de participation initialement acquis par le FDD ASRIR AVENIR le 12 juillet 2016 pour 500.000 euros.

Cette dernière, d'une durée de 108 mois, sans intérêts et remboursable en une seule fois au plus tard le 28 janvier 2029 ;

- b) La reconnaissance de dette de 500.000 euros par VIAGEFI 5 Limited portant sur :
- **La dette de pareille somme pour 100.000 euros**, d'une durée de 84 mois, sans intérêts et remboursable en une seule fois au plus tard le 28 janvier 2027 (péréemption au 28 janvier 2028), **qui concerne le FDD 2 DEVELOPPEMENT** ;
 - Le compte courant pour 400.000 euros, d'une durée de 48 mois, avec intérêts semestriels à recevoir au taux de 5% et, remboursable en une seule fois au plus tard le 28 janvier 2024 (péréemption au 28 janvier 2025) pour FDD ASRIR AVENIR,
 - et les affectations hypothécaires données en garanties sur l'ensemble des deux biens immobiliers suivants :
 - Immeuble 1) à Saint Raphaël (83 VAR) pour un appartement T3 et un box,
 - Immeuble 2) à Saint Jeannet (06 Alpes Maritimes) pour une Villa de 5 pièces.